

Personne n'a prétendu que le programme général comportait quelque lacune. On fait grand état des incidents regrettables relatifs aux vols qui ont été commis dans les camps, aux incendies qui se sont déclarés dans les camps et à d'autres incidents de cette nature. Tout cela est déplorable; mais a-t-on jamais songé à tenir les présidents de banques responsables de ce que la bande de Boyd ait enfoncé les banques et y ait volé? Quelque qu'un a-t-il voulu tenir responsable un des principaux dirigeants de la Banque de Nouvelle-Écosse de ce que, ainsi qu'on l'a rapporté, cette banque a perdu un montant de \$250,000 récemment? Ce sont là des choses qu'il faut suivre avec soin, lorsqu'elles se produisent. Il faut traduire en justice ceux qui sont coupables de mauvaise conduite et leur faire comprendre qu'une telle conduite ne sera pas tolérée. C'est ce qu'on a fait.

L'honorable député affirme n'avoir rien entendu dire au sujet de ce qui a été fait à l'égard des vols commis au camp de Petawawa. Alors, il n'a pas lu les journaux, car il aurait pris connaissance de plusieurs condamnations obtenues contre ceux qui s'étaient rendus coupables de ces incidents au camp de Petawawa. J'ai aussi l'impression que les poursuites ont été conduites avec vigueur et de façon fructueuse, et qu'il continuera d'en être ainsi. Ce qui importe, cependant, c'est de s'efforcer vigoureusement de découvrir les méfaits quand ils se produisent, afin de pouvoir poursuivre ceux qui s'en rendent coupables.

Une autre question à laquelle on accorde beaucoup d'attention est celle du prétendu gaspillage en ce qui concerne le matériel de mobilisation que le Gouvernement a acheté. Il est considérable. Je ne chercherai pas à justifier l'achat de chaque article qu'a mentionné le chef de l'opposition (M. Drew) ni même à parler de chacun d'eux. Il se peut fort bien, comme on l'a reconnu, que cela ait été une erreur de commander 64,000 fourchettes à servir. Mais l'erreur, a été signalée et, lorsqu'elle l'a été, ont pris immédiatement des mesures à ce sujet. Je suis bien sûr que, si le ministre en avait eu personnellement connaissance, il n'aurait jamais approuvé la commande de 64,000 fourchettes à servir.

L'honorable député a ensuite parlé de chaussures. Je me suis préoccupé de la question des chaussures. Renseignements pris, j'ai su qu'il était nécessaire d'avoir à sa disposition cette quantité de chaussures en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'intendance militaire et de la réserve. On m'a fait voir le montant que le ministère de la Défense a affecté à l'habillement et au matériel en proportion de ce qu'il a dépensé

depuis 1949 en vue de l'entretien des effectifs militaires, et je constate que cette proportion ne dépasse que légèrement 5.2 p. 100.

Par simple curiosité, j'ai donc examiné les chiffres publiés par le Bureau fédéral de la statistique et par la Banque du Canada. Ces données indiquent l'indice du coût de la vie ainsi que l'indice des prix à la consommation. J'ai trouvé que pour établir ces deux indices on a supposé que dans le cas de celui du coût de la vie, 12 p. 100 des dépenses familiales étaient affectées à l'habillement, tandis que pour calculer l'indice des prix à la consommation on avait estimé que la proportion de 11 p. 100 représentait amplement les dépenses résultant de l'achat de vêtements. Dans le cas qui nous est soumis, 5.2 p. 100 représentent le coût global de l'habillement et de l'achat de matériel du même genre pour les forces armées.

Ces dépenses sont évidemment assez élevées. Je ne sais pas pourquoi il a fallu plus d'un million de cravates. Il se peut fort bien que quelque erreur ait été commise. En 1950, cependant, lorsque survint l'incident de Corée, on redoutait fortement la possibilité d'une guerre plus générale que celle qui se poursuit actuellement. Le chef de l'opposition affirme que la situation est tout aussi tendue, que la tension internationale est aussi forte aujourd'hui. Par contre, il ajoute que l'espoir s'est aussi accru qu'il ne se produira pas de guerre mondiale, ce qui, sans nul doute, est exact.

Nous nous souvenons tous, cependant, que lors de la dernière Grande guerre, le ministère de la Défense nationale avait été sérieusement critiqué parce qu'il ne disposait pas de l'équipement nécessaire pour habiller comme il convenait les soldats à mesure qu'on les accueillait dans l'armée, compte tenu de la situation critique qui existait alors. Il se peut fort bien que, songeant à cela, les officiers des services de demande aient commandé plus que le ministre ou le sous-ministre eussent autorisé si la chose avait été portée à leur attention.

Nous devons, je crois, nous compter non seulement heureux mais encore chanceux qu'un journal qui ne montre pas généralement trop de sympathie envers le Gouvernement ait jugé à propos de publier, le 27 août, le petit article dont l'honorable représentant de Waterloo-Nord (M. Schneider) a parlé vendredi dernier. Intitulé: "Mal dont nous sommes exempts" l'article du *Journal d'Ottawa* est ainsi conçu:

Le général Eisenhower qui portait la parole devant 36,000 membres de la légion américaine réunis à New-York a reçu les plus vifs applaudissements quand il a déclaré: